

# PRESS'Envir nnement

N°138 Mardi – 18 Mars 2014

Par OPREA.A, ANY, LAUPA.J

www.juristes-environnement.com

## **SANTE – AFFAIRE DISTILBENE : LE LABORATOIRE UCB PHARMA CONDAMNE**



Le laboratoire UCB Pharma a été déclaré jeudi, 6 mars responsable du préjudice résultant de l'exposition de la requérante au Distilbène. Le Distilbène est une hormone de synthèse prescrite en France entre 1950 et 1977 aux femmes enceintes pour prévenir les fausses couches, les risques de prématurité et pour traiter les hémorragies de la grossesse. Les demandeurs en espèce, une femme ayant subi une ablation de l'utérus et deux grossesses pathologiques, son fils, atteint de graves lésions neurologiques et des dysfonctionnements motrices ainsi qu'une troisième patiente atteinte des problème de stérilité ont assigné le laboratoire pour des dommages et intérêt estimés à plus de sept cent mille euros. L'avocat du groupe pharmaceutique estime que la responsabilité du laboratoire UCB Pharma devrait s'apprécier par rapport aux connaissances de l'époque.

Selon lui, dans les années soixante, quand le Distilbène avait été prescrit, sa nocivité n'était pas connue. Constatant que les doutes sur la nocivité de cette molécule existaient dès les années 1953, la Cour de cassation a considéré que le laboratoire a manqué à son obligation de vigilance en mars 2006. De plus, la Cour, venant ainsi à l'appui des victimes de ce médicament, a renversé dans un arrêt rendu le 24 septembre 2009, la charge de la preuve dans ces dossiers. Ainsi, il incombe donc à la victime de prouver l'exposition à ce médicament pour qu'ensuite il revienne au laboratoire, défendeur, de prouver que son produit n'est pas la cause du développement des dites maladies.

## **CONDAMNATION – PREMIERE PRATIQUE DU PREJUDICE ECOLOGIQUE**



Une première condamnation au titre de préjudice écologique a été rendue le 25 février 2014. Le 1<sup>er</sup> avril 2009,

41 000 litres d'acide s'étaient déversés par les tuyaux de l'entreprise Vale, en Nouvelle-Calédonie. Les poissons dans l'océan aux abords des tuyaux étaient morts à cause de cette pollution. Cinq associations environnementales ont lancé un procès contre la société Vale NC devant le tribunal civil. Après cinq ans de procédures, la société Vale NC est condamnée par la cour d'appel à six millions de francs à chacune des associations au titre de préjudice morale, soit trente millions de francs en total. De plus, dix millions de francs au titre de préjudice écologique seront à répartir entre les cinq associations. L'ensemble du montant s'élève à quarante millions de francs. Selon la présidente d'une des cinq associations, ce jugement est « très satisfaisant », et surtout il est une victoire qu'un juge civil répare des dommages et intérêts au titre du préjudice écologique pur, pour la première fois.

## **TRANSPORTS – UN « PLAN VELO », UN PLAN DE NOUVELLE VIE ?**



Le 5 mars 2014, Frédéric Cuvillier, le ministre des transports, a présenté un projet « plan vélo », consistant à augmenter le nombre de vélos dans la ville afin de populariser ce mode de transport pour réduire des pollutions sonores et atmosphériques. Pour inciter cette réalisation, avec une mise en place d'une indemnité kilométrique à appliquer dans les entreprises volontaires, par un barème équipé, les employés pourront avoir vingt-cinq centimes d'euros par kilomètre parcouru. Le coût de cette indemnité devrait être d'environ cent dix millions d'euros, cela est toujours rentable à l'égard de la santé et de l'environnement. En vue d'assurer la sécurité, une nouvelle limite de vitesse dans l'ensemble de la commune et des configurations des voies peuvent-être établies pour réaliser une cohérence entre les cyclistes et les automobilistes. Le code de la route sera certainement ajusté pour prendre en compte ces changements. De plus, pour correspondre à tous les développements, un investissement en infrastructure sera aussi important. Le Club des villes et des territoires cyclables a proposé une « mise en œuvre d'un plan ambitieux de développement du stationnement », ainsi qu'un système complet d'antivol. Le ministère recommande également une intermodalité comme « réserver sur internet un billet de train avec emport de vélo à bord ».

## **ENERGIES – QUEL BILAN POUR LA REGLEMENTATION DES ECLAIRAGES NOCTURNES ?**

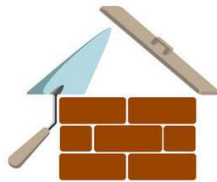


Le 27 février 2014 le ministre de l'écologie et la présidente de l'association nationale pour la protection du ciel et de l'environnement nocturne ont réalisé un bilan de l'arrêté du 25 janvier 2013 relatif à l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels. Rentrée en vigueur courant juillet 2013, cette réglementation prévoit que les éclairages intérieurs soient éteints une heure après le départ du dernier salarié, et que les éclairages de magasins de commerce ou encore les façades des bâtiments non résidentiels soient éteints au plus tard à une heure. Le rallumage (quant à lui) est possible à partir de sept heures, ou une heure avant le début de l'activité. Les façades des bâtiments ne doivent pas être allumées avant le coucher du soleil. Issu d'une volonté du gouvernement de réduire la consommation d'électricité, ce premier bilan a été l'occasion de dénoncer le manque de moyens de contrôle et donc de sanctions à l'encontre des pollueurs nocturnes, d'autant que la réglementation n'inquiète pas les éclairages diurnes. Ce fut l'occasion pour le ministre d'inciter les maires et l'ensemble des services de l'Etat à mettre en œuvre cette réglementation et de veiller à ce qu'elle soit appliquée par tous



### CE 26 Février 2014, n°356571 – Refus d'un permis de construire au regard des règles de desserte et d'accessibilité d'un terrain

Dans cette affaire, la propriétaire d'un terrain situé dans la commune du Castellet avait sollicité un permis pour construire une maison. Cependant un problème s'est posé : le terrain est desservi par deux voies, l'une, ouverte à la circulation mais impraticable pour les engins d'incendie et de secours, l'autre praticable par ces mêmes engins, mais traversant un lotissement dont les propriétaires n'avaient pas consenti une autorisation de passage. Face à cela, le maire a décidé de prendre un arrêté visant à retirer le permis de construire tacite. Le maire refuse en outre, de délivrer un nouveau permis estimant que les conditions de desserte du terrain étaient insuffisantes. Le tribunal administratif de Toulon a, à la demande de la propriétaire annulé cet arrêté, mais la commune a interjeté appel. Toutefois, la Cour Administrative d'Appel de Marseille a confirmé ce jugement. La commune souhaite encore le contester et porte sa requête devant le Conseil d'Etat. La commune justifiait ses démarches au regard de plusieurs dispositions. Elle invoque par exemple l'article R 111-4 du code de l'urbanisme qui permet au maire de refuser un permis de construire si les caractéristiques des voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. Il n'est pas contesté non plus qu'en vertu de l'article L. 1424-4 du Code général des collectivités territoriales, le maire et le préfet peuvent mettre en œuvre les moyens relevant des services d'incendie et de secours protection de la population et à la sécurité des personnels engagés. Cependant, selon le Conseil d'Etat, le maire s'était fondé à tort sur les conditions de desserte insuffisantes pour retirer le permis de construire. En effet, bien que la propriétaire ne disposait pas d'une autorisation de passages des véhicules sur le lotissement voisin, il n'était pas matériellement impossible pour la commune et plus particulièrement, pour les pompiers d'accéder en cas de sinistre sur le terrain. Emprunter des voies privées non ouvertes à la circulation publique n'est pas interdit. Estimant en outre, que le maire, en retirant le permis tacite de la propriétaire, a apporté une appréciation sur les faits alors qu'elle ne relevait pas de sa compétence, le Conseil d'Etat suit la position de la Cour d'Appel.



Les ministres Cécile Duflot et Philippe Martin ont présenté en Conseil des ministres, mercredi 5 mars 2014, une communication relative au plan de rénovation énergétique de l'habitat. Ce plan propose comme objectif la rénovation de cinq cent mille logements par an d'ici à 2017 et de réduire de trente huit pour cent la consommation de l'énergie d'ici à 2020. En effet, ce plan répond tant à des besoins environnementaux visant à diminuer les émissions de gaz à effet de serre française (quarante pour cent dans ce secteur), que sociales car il assure des dizaines de milliers d'emplois non délocalisables. Le plan est considéré relativement fructueux et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) a confirmé la mise en place de plus de vingt sept mille projets enregistrés pour le second semestre au 2013. De plus, suite à ces travaux de rénovation énergétique, une économie d'énergie en valeur de trente neuf pour cent a été constatée. Au vu de ce bons résultats, les services de l'État, ses opérateurs et les collectivités se sont mobilisés en vue d'établir un service public de la rénovation énergétique. Réciproquement, le Gouvernement a engagé d'importantes mesures en faveur les entreprises et artisans du bâtiment, en abaissant le taux de TVA pour les travaux de rénovation énergétique à cinq pour cent depuis le 1er janvier 2014. Les dispositions de la loi ALUR, qui contribue également à la réduction de la consommation énergétique, font de la rénovation de l'habitat un important outil du Gouvernement assurant la transition écologique et énergétique.



Le projet d'exploitation minière de cuivre et d'or en Alaska a été bloqué suite à une procédure administrative engagée par l'Agence Américaine de l'Environnement (EPA). L'EPA craint en effet, des impacts néfastes significatifs et irréversibles sur les eaux de la baie de Bristol, de même qu'une atteinte à l'abondance de la première zone de pêche de saumons sauvages au monde. Ceci explique que l'agence ait agi avant même qu'une demande d'exploitation ne soit faite. Une telle action a le mérite d'être citée en raison de la rareté de ce type d'intervention par l'autorité fédérale. Il faut garder en mémoire le risque que représenterait l'exploitation d'une de ces grandes mines à ciel ouvert. Avec une production de plus de trente-sept millions de saumons rouges par an, la baie de Bristol est reconnue pour la qualité de ses eaux. Elle dispose d'un environnement écologique favorable au développement de ces poissons, grâce notamment à ses zones marécageuses. Le projet de mine devait porter sur un des gisements les plus importants au monde ayant une capacité de production d'or de l'ordre de 3000 tonnes et une production de plus de trente-six millions de tonne de cuivre dans les années à venir.



Ce mardi 11 mars 2014 a été le troisième anniversaire de l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daïchi, atteinte par le tsunami qui a ravagé la côte orientale de l'archipel du Japon. C'est un puissant séisme en pleine mer qui avait entraîné le tsunami provoquant notamment la mort de milliers de personnes et une importante contamination nucléaire avec l'explosion d'une partie de la structure libérant des particules toxiques dans les villes voisines de la centrale, mais aussi des fuites radioactives dans la mer. Si les autorités japonaises sont intervenues rapidement pour circonscrire l'accident dans les jours suivant le tsunami en mobilisant plusieurs centaines de personnes, le nombre de décès liés à cet accident a été estimé à près de deux milles personnes dans les mois suivants. La gestion actuelle du site pose de nombreux problèmes sanitaires avec le risque de contamination des populations qui consomment des denrées locales contaminées. Cela a aussi des conséquences écologiques et économiques pour la gestion des hautes radiations accumulées dans les cuves des réservoirs à l'arrêt. Il est cependant difficile pour les autorités de prendre des décisions car il faut attendre plusieurs dizaines d'années que la radiation diminue suffisamment pour l'extraire.



